

Mai 1938

n° 4 le numéro : 2 fr.

# REVISION

*REVUE D'ÉTUDES RÉVOLUTIONNAIRES*

---

---

## SOMMAIRE

### EDITORIAL

### LES PROBLÈMES DE L'ÉTAT

#### II. Les expériences en

RUSSIE

ESPAGNE

ALLEMAGNE

FRANCE

BELGIQUE, SUEDE, HONGRIE

MEXIQUE, AUTRICHE, UKRAINE

#### III. Essai de synthèse.

### LE MOUVEMENT SOCIAL

---

---

ÉDITÉE PAR UN GROUPE DE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES

# REVISION

REVUE MENSUELLE D'ETUDES REVOLUTIONNAIRES

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES		EXTERIEUR	
Six Numéros .....	10 francs	Six Numéros .....	13 francs
Douze Numéros .....	18 francs	Douze Numéros .....	24 francs

Adresser la correspondance concernant la Rédaction et l'Administration à : « REVISION », 11, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5<sup>e</sup>  
Compte chèque postal Paris-218923

## AIDEZ-NOUS

1. Versez-nous une cotisation mensuelle de soutien (10, 20, 50, 100 francs). Vous serez remboursés par un nombre correspondant de numéros. Vous deviendrez les coopérateurs de cette revue.

2. Abonnez-vous. Faites-nous des abonnés.

3. Remboursez-nous en timbres-poste, mandats, etc., le ou les spécimens qui vous seront adressés pour essai.

ECRIVEZ-NOUS !

## AVIS IMPORTANT

Les camarades à qui nous avons envoyé les trois premiers numéros de REVISION à titre d'information, voudront bien considérer ce n° 4 comme étant le dernier envoyé gratuitement.

Nous prions ceux d'entre eux que la revue intéresse, de bien vouloir s'abonner, ou tout au moins de nous écrire.

# LES THENARDIER A L'ŒUVRE....

La guerre d'Espagne donne l'occasion aux fabricants d'opinions d'emprisonner le prolétariat dans une série de formules dépassées et dangereuses. Spéculant sur ses instincts de justice sociale et ses souvenirs de juillet 36, les techniciens de la propagande le saoulent de discours humanitaires et le poussent droit au suicide.

Il est temps de parler clair, au risque de s'attirer la haine des exploiters de cadavres et la vindicte des délirants jusqu'aboutistes.

L'Espagne révolutionnaire est morte, les journées de mai 37 avaient sonné le glas. Côté Franco ou côté Négrin, la classe ouvrière ibérique ne possède plus une parcelle de pouvoir ; elle n'a plus que des devoirs, en premier lieu celui de se faire tuer. Pour l'encourager au sacrifice, les conseillers et les entraîneurs ne manquent pas, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Au dernier plénum de la C.N.T., tenu à Barcelone, le ton fut donné par l'ex-anarchiste Garcia Oliver, aujourd'hui franc-maçon stalinisé, qui exhorta les anarchistes à la lutte : « Militantes de la C.N.T. hay de murir todos ! ».

Parmi ceux qui furent l'espoir du monde révolutionnaire, la propagande habile, souple, tactique, des leaders a permis de transformer la foi anarchiste en psychose guerrière pure et simple.

Inutile d'insister dès lors sur ce qu'est la mentalité des partis stalino-bourgeois, où la trahison militaire pure et simple se complique de mamours aux masses sacrifiées et insultées dans leurs espoirs de liberté. Les hommes ne sont plus que de la matière première, au même titre que l'essence ou le ciment.

En dehors de l'Espagne, pilonnée par les bombes, la farce revêt le même caractère sinistre. On utilise le « referendum de Luchon » comme preuve de l'attachement des ex-miliciens au gouvernement de Barcelone. Mais on prend bien soin d'« oublier » l'interdiction faite aux soldats de séjourner en France, c'est-à-dire de désertier. Ce n'est pas le côté le moins tragique de cette comédie, que de voir l'exploitation de la rentrée des épaves militaires dans la fournaise catalane, jugée préférable au poteau d'exécution chez Franco.

« Des armes ! » clament les socialistes, les communistes, les syndicalistes, les anarchistes. Des armes pour la guerre entre impérialismes, pour la prolongation de la guerre, pour qu'un front supplémentaire subsiste si demain la conflagration s'étend au monde.

La levée du blocus, que la lâcheté du prolétariat français n'a pu effectuer lui-même au profit de ses frères espagnols, alors maîtres de leur destinée, est exigée avec une violence accrue en faveur du gouvernement contre-révolutionnaire de Barcelone.

Ceux qui, en mai 37, excusaient les Montseny d'avoir brisé le sursaut révolutionnaire par crainte du sang versé, sont les plus ardents à s'extasier devant les dizaines de milliers de prolétaires immolés pour la défense des Prieto, des Diaz et des Valladares.

# REVISION

REVUE MENSUELLE D'ETUDES REVOLUTIONNAIRES

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES		EXTERIEUR	
Six Numéros .....	10 francs	Six Numéros. ....	13 francs
Douze Numéros .....	18 francs	Douze Numéros .....	24 francs

Adresser la correspondance concernant la Rédaction et l'Administration à : « REVISION », 11, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5°  
Compte chèque postal Paris-218923

## AIDÉZ-NOUS

1. Versez-nous une cotisation mensuelle de soutien (10, 20, 50, 100 francs). Vous serez remboursés par un nombre correspondant de numéros. Vous deviendrez les coopérateurs de cette revue.
2. Abonnez-vous. Faites-nous des abonnés.
3. Remboursez-nous en timbres-poste, mandats, etc., le ou les spécimens qui vous seront adressés pour essai.

ECRIVEZ-NOUS !

## AVIS IMPORTANT

Les camarades à qui nous avons envoyé les trois premiers numéros de REVISION à titre d'information, voudront bien considérer ce n° 4 comme étant le dernier envoyé gratuitement.

Nous prions ceux d'entre eux que la revue intéresse, de bien vouloir s'abonner, ou tout au moins de nous écrire.

# LES THENARDIER A L'ŒUVRE....

La guerre d'Espagne donne l'occasion aux fabricants d'opinions d'emprisonner le prolétariat dans une série de formules dépassées et dangereuses. Spéculant sur ses instincts de justice sociale et ses souvenirs de juillet 36, les techniciens de la propagande le saoulent de discours humanitaires et le poussent droit au suicide.

Il est temps de parler clair, au risque de s'attirer la haine des exploitateurs de cadavres et la vindicte des délirants jusqu'aboutistes.

L'Espagne révolutionnaire est morte, les journées de mai 37 avaient sonné le glas. Côté Franco ou côté Négrin, la classe ouvrière ibérique ne possède plus une parcelle de pouvoir ; elle n'a plus que des devoirs, en premier lieu celui de se faire tuer. Pour l'encourager au sacrifice, les conseillers et les entraîneurs ne manquent pas, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Au dernier plénum de la C.N.T., tenu à Barcelone, le ton fut donné par l'ex-anarchiste Garcia Oliver, aujourd'hui franc-maçon stalinisé, qui exhorta les anarchistes à la lutte : « Militantes de la C.N.T. hay de murir todos ! ».

Parmi ceux qui furent l'espoir du monde révolutionnaire, la propagande habile, souple, tactique, des leaders a permis de transformer la foi anarchiste en psychose guerrière pure et simple.

Inutile d'insister dès lors sur ce qu'est la mentalité des partis stalino-bourgeois, où la trahison militaire pure et simple se complique de mamours aux masses sacrifiées et insultées dans leurs espoirs de liberté. Les hommes ne sont plus que de la matière première, au même titre que l'essence ou le ciment.

En dehors de l'Espagne, pilonnée par les bombes, la farce revêt le même caractère sinistre. On utilise le « referendum de Luchon » comme preuve de l'attachement des ex-miliciens au gouvernement de Barcelone. Mais on prend bien soin d'« oublier » l'interdiction faite aux soldats de séjourner en France, c'est-à-dire de désertier. Ce n'est pas le côté le moins tragique de cette comédie, que de voir l'exploitation de la rentrée des épaves militaires dans la fournaise catalane, jugée préférable au poteau d'exécution chez Franco.

« Des armes ! » clament les socialistes, les communistes, les syndicalistes, les anarchistes. Des armes pour la guerre entre impérialismes, pour la prolongation de la guerre, pour qu'un front supplémentaire subsiste si demain la conflagration s'étend au monde.

La levée du blocus, que la lâcheté du prolétariat français n'a pu effectuer lui-même au profit de ses frères espagnols, alors maîtres de leur destinée, est exigée avec une violence accrue en faveur du gouvernement contre-révolutionnaire de Barcelone.

Ceux qui, en mai 37, excusaient les Montseny d'avoir brisé le sursaut révolutionnaire par crainte du sang versé, sont les plus ardents à s'extasier devant les dizaines de milliers de prolétaires immolés pour la défense des Prieto, des Diaz et des Valladares.

La folie gagne les milieux jusqu'ici les plus lucides et les plus intransigeants. Le vieux militant Bertoni, un des anarchistes italiens les plus écoutés, glisse vers les solutions guerrières. Comme un mauvais présage, le signataire du manifeste des Seize — cette tache sanglante qui souilla le mouvement libertaire en 1914 — le docteur Pierrot — réparait pour prêcher — avec finesse et intelligence, certes — la défense des démocraties.

Les militants de la Gauche révolutionnaire maintiennent le mot d'ordre de la levée du blocus, qu'aucune argutie juridique ne peut désormais séparer de l'intervention et de la guerre.

Avec une classe ouvrière ballotée entre les tendances impérialistes, ayant perdu confiance en sa force et en ses possibilités, la manœuvre subtile et les consignes manœuvrières ne peuvent que précipiter la débâcle et illusionner les leaders sur la valeur d'une agitation menée dans le vide.

Avant toute chose, il faut dénoncer l'usage qui est fait de milliers de libertaires, de marxistes révolutionnaires, de sans-parti dont la foi socialiste dépassait les doctrines, tombés pour une Espagne libre et égalitaire.

Crisés, volés, roulés, les survivants des « tribus » héroïques vont mourir pour une cause qui n'est pas la leur.

L'atmosphère est telle que ceux qui veulent clamer la vérité sont qualifiés de lâches et de déserteurs. Nous serons ces lâches et ces déserteurs — il en est qui fuient la guerre espagnole et qui viennent crier, eux aussi, la vérité.

Vérité négative, impuissante, pessimiste, mais vérité nue et cruelle que nous clamerons face à tous ceux qui vivent de la guerre « antifasciste ».

Associer le sacrifice des révolutionnaires à la défense de Négrin et de la démocratie bourgeoise serait briser l'espoir de leur résurrection dans les luttes qui viendront.

Nous avons conscience de pouvoir dire au nom de ceux qui tombèrent en miliciens de la révolution sociale : « Ce n'est pas pour cela qu'ils sont morts » et d'interdire aux clowns de la sociale de détrousser leurs cadavres.

#### REVISION.

#### A NOS LECTEURS

La période d'été va s'ouvrir. Pour une revue comme la nôtre, ne vivant que de la vente au numéro, des abonnements et des souscriptions volontaires mensuelles, cela signifie un ralentissement dans les rentrées.

Par conséquent, nous ferons paraître un numéro juin-juillet et un numéro août-septembre.

La parution mensuelle reprendra en octobre.

Nous demandons à tous nos lecteurs, à tous ceux qui jugent le travail de REVISION intéressant et courageux de nous aider, soit en nous procurant des abonnés, soit en prenant des dépôts de la revue pour la diffuser, en province surtout.

# Les Problèmes de l'État

Voici la fin de notre étude (1) sur l'État. Cette deuxième partie comprend l'analyse des principales expériences ouvrières de l'après-guerre et un essai de synthèse.

Les problèmes soulevés sont loin d'être épuisés. Néanmoins nos lecteurs trouveront dans les pages qui suivent la mise en chantier d'une série d'études que nous espérons voir compléter dans les prochains numéros de la revue. Les questions du rôle de l'intelligentsia dans ses rapports avec le mouvement révolutionnaire ; des formes ouvrières de la police, de la justice et de l'armée, des inter-influences entre syndicat et parti, restent inachevées.

Rappelons que nous sommes une revue d'études et non un organe de fraction, et que, par conséquent, toutes les contributions venant de nos lecteurs seront les bienvenues.

## A la lueur de l'Expérience

Les États esclavagistes, féodal-agraire, bourgeois-industriel ont derrière eux des siècles ou des dizaines d'années d'existence ; il est donc possible de faire une étude approfondie de leur caractère. Il en va tout autrement quand il s'agit des applications pratiques de créations d'État inspirées d'intention marxiste ou d'organes se substituant à l'État suivant les doctrines anarchistes ou syndicalistes. Il ne s'agit là que de véritables « lueurs », extrêmement brèves rendant l'établissement d'un jugement particulièrement difficile.

## 20 ans de bolchévisme

C'est en faisant cette réserve qu'il faut aborder la « lueur » qui dure depuis 20 ans en Russie et qui permet expérimentalement d'étudier comment la réalité de ce pays a déformé les projets primordiaux.

Il faut se souvenir que notre numéro précédent, cherchant à esquisser l'État ouvrier, selon les marxistes, disait qu'il devait être formé par « l'assemblée nationale travailleuse » (les Soviets).

C'est en effet ainsi que l'expérience fut abordée, le pouvoir de l'État fut pris au nom du congrès des Soviets (exactement de Conseils de députés ouvriers, paysans, soldats). Effectivement au début les Soviets, du côté ouvrier, étaient composés de délégués d'usines, et du côté paysan de délégués de villages, et enfin du côté soldats de délégués de compagnies.

Mais c'est ici que le premier heurt avec la réalité se produisit ; une assemblée nationale « travailleuse » pour un pays immense nécessitait une délégation restreinte. Ceci amena un système très compliqué d'élections à 3 ou 4 degrés aboutissant au sommet de la pyramide à un simple

(1) Voir « REVISION » d'avril, n° 3.

conseil de ministres (dénommés commissaires du peuple) régnant à coups de décrets et soumis à un contrôle de façade.

Toutefois ce qui fut une conséquence plus grave de ce système de délégations ce fut la perte de la liaison directe entre la masse et les délégués ; les partis politiques se lancèrent à la conquête des Soviets faisant composer ceux-ci non seulement de délégués issus de l'entreprise, du village, de la compagnie, mais en présentant parmi les délégués, les « militants » connus par leur art oratoire, leur plume ou leur passé de persécution. Le lien économique était brisé : le charlatanisme de la tribune et du journal allait faire des merveilles. Un moment phraséologues et écrivassiers durent s'adapter au souffle de la révolution. Mais au fur et à mesure que les éléments prolétariens les plus actifs étaient moulus et absorbés par la guerre civile, logiquement les délégués désignés pour leurs qualités politiques et non économiques devenaient prépondérants. Pour pouvoir « bien » parler, « bien » écrire, « bien » organiser l'agitation et le recrutement, il fallait (surtout dans un pays comme la Russie) une certaine instruction, certaines habitudes de travail mental, certaines capacités de généralisation et de déduction. Quoi d'étonnant que les travailleurs du cerveau, les intellectuels, « l'intelligentsia » forma les cadres du pouvoir nouveau : étudiez la biographie des principaux potentats russes, vous y rencontrez des journalistes, des écrivains, des ingénieurs, des employés, des instituteurs, des docteurs, des étudiants universitaires, et d'anciens ouvriers passés au travail des partis développant chez eux avant tout le cerveau et rompant le lien industriel.

Cette couche sociale mit en évidence ses militants les plus actifs en les agglutinant autour du parti bolchevik — le plus audacieux, le plus hardi, le plus capable, le plus anticapitaliste, mais aussi le plus fourbe, le plus cynique, le plus amoral, le plus sans-scrupules, non seulement envers la bourgeoisie, mais aussi envers le prolétariat et la paysannerie.

Cet ensemble de propriétés lui permit de conquérir et de maintenir une place prépondérante dans le pouvoir et plus tard d'obtenir le monopole de celui-ci.

## LES REACTIONS

Le prolétariat se battant dans la guerre civile ne pouvait pas ou n'osait pas (pour ne pas permettre une contre-révolution bourgeoise) se retourner contre le nouvel ennemi qu'il avait couvé dans son sein ; à la fin de la guerre civile en mars 1921, il tenta désespérément à Cronstadt de reconquérir les « vrais Soviets ». Il fut écrasé, parce que la classe ouvrière russe était épuisée autant par les combats que par la famine. A côté du prolétariat la paysannerie pauvre se faisait hacher avec les makhnovistes pour les « vrais Soviets ». Isolé au point de vue international, le prolétariat russe voyait les travailleurs d'Occident divisés en jouisseurs et en victimes de l'après-guerre, la partie était perdue.

Lénine, le créateur, le promoteur du parti unique fut cruellement châtié en tant qu'homme dans son triomphe ; peu de temps avant la maladie qui lui fut fatale, il put encore comprendre où son œuvre s'orientait. Au XI<sup>e</sup> congrès du P. C. russe il put encore prononcer : *Notre Etat est un Etat ouvrier et paysan à déformation bureaucratique... La machine vous échappe des mains, on dirait qu'un autre la dirige, elle court dans une autre direction que celle qu'on lui a fixée...* (Compte rendu du 11<sup>e</sup> congrès).

En effet la machine avait trouvé sa voie. Après la mort de Lénine,

après l'élimination de Trotski dont l'envergure et le souvenir de l'ancienne activité pro-ouvrière paraissaient dangereux, les Soviets poursuivirent leur dégénérescence. Réduits à être de très timides conseils municipaux, ils virent Staline leur donner le coup de pied de l'âne dans sa constitution de 1936 ; dorénavant il ne subsistait plus que l'étiquette soviétique ; même le camouflage des élections se faisait à la façon parlementaire traditionnelle pour des institutions soi-disant législatives centrales.

Le pouvoir réel s'était encore plus écarté ; concentré à la mort de Lénine dans les mains d'un bureau politique du parti-monopole, il devait s'en aller à travers déportations et fusillades vers le pouvoir personnel strict d'un seul : Staline, nouveau tzar de toutes les Russies.

Mais celui-ci incarne et s'appuie sur la caste privilégiée des travailleurs cébraux, enlaçant dans ses tentacules l'économie, la magistrature, la police, l'éducation, la diplomatie et l'armée.

## L'ETAT RUSSE : DIPLOMATE, POLICIER ET MAGISTRAT

Dans tous les domaines de la vie sociale l'Etat russe suivit la même évolution. Le manque d'espace réservé à cette étude empêche de décrire les détails dans l'agriculture, dans le commerce, dans la banque.

Il me faudrait d'ailleurs pas croire que le cours de ce développement se limitait aux faits économiques. Ainsi la diplomatie de l'Etat russe commence par être une diplomatie de « place publique ». Il est vrai qu'il n'y eut jamais d'organes embryonnaires de la diplomatie ouvrière directement issus de la masse. Mais enfin les premières notes de Tchitcherine, commissaire du peuple aux affaires étrangères étaient adressées non pas aux diplomates professionnels, mais aux peuples et cela bien souvent par radio et par la presse. En outre, tous les pourparlers de Brest-Litovsk étaient suivis seconde par seconde, grâce à un fil direct par le Comité central du parti communiste ; celui-ci les soumettait à une discussion très intense dont une grande partie était publiée.

Au fur et à mesure que la diplomatie russe remporta des succès par le reconnaissance de nombreux pays, elle se boucla en caste très fermée : non seulement les ambassadeurs ne furent jamais élus par les Soviets, mais tous les pourparlers étaient conduits à la façon traditionnelle, c'est-à-dire secrète. Plus encore, aucun des traités conclus n'était soumis à discussion devant l'opinion ouvrière.

Un phénomène analogue se produisit dans les appareils de répression. Partis avec un programme promettant la suppression de la police, les bolcheviks russes se trouvèrent en présence d'une milice et de tribunaux populaires pratiquement contrôlés et désignés par les soviets locaux. Ils eurent tôt fait de porter la griffe de l'Etat centralisé dans ce domaine. Au lieu de juges élus, il y eut des magistrats professionnels, « recommandés », c'est-à-dire imposés par le parti monopoliste, arrangeant les nominations par le Commissariat du peuple central et ses subordonnés provinciaux. L'électivité ouvrière ne subsiste plus que pour des assesseurs siégeant d'ailleurs uniquement dans des organes correspondant à la justice de paix en Occident.

Au début les juges ouvriers jugeaient suivant ce qu'ils appelaient « la conscience révolutionnaire », observant quelques grands principes sans se considérer liés par un droit formel. Peu à peu les professionnels de la justice établirent un code nouveau à caractéristiques très féroces, comprenant notamment les crimes de non-déclaration, de peine de mort

pouvant frapper même des adolescents de 12 ans, d'exécution capitale pour vol.

L'application de la « conscience révolutionnaire » se déforma d'une façon particulière : les répressions très graves et surtout celles dirigées contre les éléments voulant approfondir la révolution furent confiées à des collègues de militants considérés comme particulièrement purs et dévoués ; le prototype de ceux-ci fut Dzerjinski, le fondateur de la Tcheka (Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution) ; cet organisme devint plus tard le Guépéou (Administration politique d'Etat) et plus tard encore le N.K.V.D., section de sûreté auprès du Commissariat des affaires intérieures. Mais à travers toutes les métamorphoses, ces organes conservent leurs traits essentiels : ils ne sont en aucune façon élus mais nommés par les autorités supérieures ; ils ne subissent aucun contrôle autre que celui de leurs propres chefs ; ils jugent et instruisent les procès eux-mêmes ; ils n'admettent ni défense par avocats, ni témoignages ; ils ne publient pas les sentences. Ils agissent en vertu de la confiance que met en eux le parti pour s'inspirer toujours de l'intérêt suprême du prolétariat. Telle est la théorie. Dans la pratique cette activité est dirigée en premier lieu contre les protestations ouvrières et est menée absolument arbitrairement.

### DES COMITES D'USINE AUX TRUSTS D'ETAT

Le parti bolchevik en prenant le pouvoir avait à son programme la nationalisation de la grande industrie ; il réalisa cette promesse même au delà de ses intentions, poussé par la masse croyant pallier aux difficultés matérielles par une expropriation totale ; d'autre part la résistance larvée de la petite bourgeoisie accéléra sa propre exécution par l'Etat russe.

Mais les premiers mois, cette nationalisation ne fut qu'une mesure déclarative ; l'opposition en fait vint non de la bourgeoisie, mais des ouvriers. Ceux-ci détenaient, en fait, les usines par l'intermédiaire des Comités d'usine ; c'étaient là des organisations particulières se rapprochant du type syndical sans être des syndicats. Ils avaient de commun avec les syndicats le lien industriel ; mais rassemblant des ouvriers qui n'avaient pas eu le temps de se connaître dans la vie collective en tant qu'organisation, la sélection des délégués devenait moins rigoureuse que dans les syndicats ; le point de vue étroit de l'usine l'emportait sur la vue d'ensemble de l'industrie et de la classe ouvrière.

Ces organes se heurtèrent très tôt (avant la paix de Brest-Litovsk) avec des bureaux d'Etat qui prétendaient diriger l'industrie nationalisée ; un organe avait été nommé, non pas par élection, mais par désignation au nom des organes centraux (Commissaires du peuple, Presidium de Comité exécutif provincial des Soviets), cet organe s'appelait Conseil supérieur de l'Economie populaire (V.S.N.H.) ; cette institution créa par localité des sections régionales et locales ; par industries elle institua des centrales de la houille, du fer, de l'alcool, etc. ; dans ce réseau les fonctionnaires n'étaient évidemment ni élus, ni révocables, ni amovibles ; ils avaient leurs propres intérêts économiques ; ils voulaient les traitements les plus élevés possibles ; ils s'approprièrent ainsi sous une autre forme la plus value créée par le travail des ouvriers. Ils s'allièrent à la partie des techniciens des usines auxquels ils étaient liés par la forme du travail cérébral.

Les conflits entre Comités d'usine et Glavki ou Centres (comme on appelait les Centrales) se nouèrent autour des dépôts de combustibles, matières

premières ou utilisation des produits achevés, financement (l'argent était maintenu en grande partie pour les salaires, les banques restant entre les mains de l'Etat, les Centrales avaient sur bien des points des positions prédominantes).

Les Comités d'usine avaient pour eux la sympathie de la masse, la connaissance pratique de l'industrie, une plus grande souplesse dans les échanges et les relations ; comme défaut ils avaient une tendance à voir avant tout l'intérêt de leur propre usine.

Les Centrales disposant d'une masse de ressources matérielles (combustible, outillage, matières premières) et pouvant faire fermer le robinet des salaires, eurent aussi comme alliés la magistrature d'Etat et en particulier la Tcheka (Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution). Un des grands problèmes qui, d'une façon apparente, heurta Comités d'usines et Centrales fut le choix entre la direction des usines par une équipe de direction choisie et contrôlée par le Comité d'usine ou par un directeur individuel responsable devant la Centrale et donc nommé par celle-ci (le personnel ne conservait qu'un droit théorique d'exprimer sa désapprobation ou son acquiescement à cette nomination).

La partie active du prolétariat étant occupée à la guerre civile, ce furent les Centrales qui l'emportèrent. Seulement leur triomphe entraîna aussi l'accentuation de la paperasserie, des bureaux, de la comptabilité au point que cette machinerie consommait toute la valeur de la production en frais intérieurs ; les usines commencèrent à ralentir au point que vers le milieu 1921 elles étaient proches de leur paralysie complète.

C'est alors que les bolcheviks, protagonistes de l'étatisme total, durent dans un des aspects de la Nep faire machine en arrière ; la gestion de l'Etat amenait la mort de l'industrie ; les bolcheviks entrebâillèrent la porte à l'initiative privée, se rendant d'ailleurs compte qu'en même temps ils permettaient la rentrée dans l'arène de la bourgeoisie. Ils permirent quelques formes de l'industrie privée et des concessions étrangères. Mais en même temps ils transformèrent les Centrales, simples sections d'Etat en trusts d'Etat, créant des entreprises ayant figures de personnes juridiques, possédant leurs capitaux, immeubles, outillage, propres, mais contraints de livrer leurs bénéfices à l'Etat. Ces entreprises vendaient et achetaient leurs produits sur un marché, (il va de soi qu'aucun droit ne fut reconnu à une participation ouvrière directe) se concurrençaient, acquerraient ainsi la souplesse nécessaire.

Si triste que cela soit à admettre pour des révolutionnaires socialistes, cet ensemble de mesures capitalistes ranima l'industrie. Celle-ci (tout en opprimant la classe ouvrière) au point de vue strictement technique ne marcha jamais si bien qu'au cours des années 1923 à 1926.

Mais ici devait se vérifier la justesse d'un autre principe marxiste, l'importance du facteur économique pour la détermination des formes politiques. La petite bourgeoisie, voire la bourgeoisie moyenne se remplumant, commença à redresser la tête en face du bureaucratisme d'Etat. En outre la reprise de l'industrie s'opérait plus dans les branches d'utilisation immédiate que dans l'industrie lourde particulièrement décisive pour les besoins de guerre.

La bureaucratie comprit ce double danger. Elle retourna avec ses plans quinquennaux vers l'étatisme plus accentué, quasi totalitaire ; par la collectivisation des terres elle écréma toutes les ressources paysannes, les orientant vers le développement de la grande industrie. Mais là encore la mainmise de l'Etat se fit sentir. Les années 1931-1934 furent celles d'une famine artificielle permettant de construire sur les os des

ouvriers et des paysans une industrie lourde donnant à l'Etat russe une certaine autonomie en cas de guerre.

Pourtant une fois de plus la théorie bolchevique louvoyait devant la réalité. Pour ne pas complètement mourir de faim la bête de somme productrice : le moujik, l'Etat permit aux kolkhoses, travaillant surtout pour l'Etat, de vendre une partie de leurs produits ; en outre il fut généreusement « permis » aux paysans de posséder à côté des fermes pratiquement étatisées, leurs potagers, leur basse-cour, voire leur vache individuels et de vendre leurs produits sur un marché. De nouveau l'économie se

Du côté ouvrier, à travers ces zig-zags, plus rien ne subsiste des conquêtes prolétariennes. Les comités d'usine, complètement en tutelle, sont les ramifications des syndicats, devenus à leur tour les animateurs du travail forcené au profit de l'Etat-patron, représentant soi disant l'ensemble des intérêts prolétariens. Tel est l'aboutissement de l'expérience de l'Etat ouvrier en matière d'usines.

### CONCLUSIONS

L'Etat russe fut établi par le parti bolchevik qui se considérait marxiste, suivant un projet de création démocratique ouvrière ; il offrait au point de vue contrôle et électivité les meilleures promesses.

Dans la réalité il a écrasé ou domestiqué les organes embryonnaires de la gestion ouvrière (syndicats, comités d'usines, comités de paysans, conseils de soldats) ; il est devenu l'organe des travailleurs intellectuels qui dominent les manuels, tout en prétendant gouverner au nom de l'ensemble du prolétariat.

Cette évolution s'est opérée à travers la mainmise de plus en plus rigide du parti politique monopoliste : les bolchéviks. Ce monopole commença par une domination morale grâce à une prédominance dans le maniement des instruments de l'intelligence : la parole, la plume, l'art de l'organisation. Elle se poursuivit par la ruse, la calomnie, le terrorisme, la déportation, l'emprisonnement. Elle aboutit à l'identification de l'appareil de l'Etat avec celui du parti : pratiquement à un régime anti-ouvrier d'un despotisme hermétique.

Certes les conditions particulières russes ont facilité cette évolution : le prolétariat russe était très jeune, venait à peine de créer ses syndicats, portant sur ses épaules toute la formation sociale précédente empoisonnée par des siècles d'absolutisme.

Une longue étude serait nécessaire pour dégager les facteurs qui, dans l'expérience russe, étaient propres à ce pays, à son stade économique, à son immense territoire, à sa diversité, également aux conditions objectives dans lesquelles se déroula cette expérience. Il est certain que la situation particulière de la Russie et les difficultés qu'elle rencontra accélérèrent la marche vers la dictature anti-ouvrière. Encore ne faudrait-il pas tomber dans le travers opposé qui consiste à expliquer toutes les déviations par de soi-disantes conditions typiquement russes et son évolution comme le résultat d'une fatalité mystérieusement contre-révolutionnaire.

Néanmoins l'immensité de cette expérience, la similitude de son évolution dans toutes les branches de la vie sociale, la perte totale des libertés ouvrières en résultant, imposent de classer ce résultat parmi les données militant au point de vue ouvrier contre l'utilisation d'un appa-

reil social, gouvernant l'ensemble de la vie collective, prétendant agir au nom de plusieurs classes simultanément (ouvriers, paysans, intelligentsia).

Dans un prochain numéro paraîtra une étude plus approfondie sur ce point précis.

## La Commune hongroise

Du 21 mars 1919 au 10 août 1919, c'est-à-dire pendant un peu plus de quatre mois seulement, la Hongrie servit de théâtre à une expérience révolutionnaire qu'il est difficile de qualifier avec exactitude vu la complexité et la rapidité du mouvement.

Bela Kun est à la tête du parti communiste hongrois, il dirige à la fin la diplomatie du nouvel Etat ; un marxiste comme Varga joue durant l'expérience un rôle prépondérant, mais d'un autre côté une part assez grande est faite aux syndicats, et certains essais de communalisations seront tentés.

Après la dernière séance de l'assemblée nationale républicaine (21 mars 1919) le pouvoir est remis au prolétariat.

Erdelyi organise des magasins communaux fonctionnant dans un rayon limité ; des conseils d'ateliers reçoivent d'un comité de distribution, des marchandises que les ouvriers syndiqués pouvaient se procurer gratuitement. Le « conseil économique populaire » et le « directoire économique » centralisent la production industrielle, mais le droit de regard est laissé aux syndicats sur les distributeurs et les consommateurs qui présentent leurs revendications par des « conseils départementaux ».

La direction de transports est laissée à un « conseil d'exploitation » élu par les cheminots syndiqués. Du côté paysan il y aura un véritable communalisme agraire, avec des coopératives et des syndicats (les paysans seront si heureux de cette nouvelle organisation qu'ils seront les plus fidèles défenseurs du nouveau régime).

Eugène Varga, commissaire aux Finances, tenta de remplacer le numéraire par les cartes syndicales et les bons de confiance.

Il fallut bien vite songer à défendre un tel régime, attaqué par les nations capitalistes ; l'on fit donc appel aux milices recrutées volontairement dans les syndicats (plus de 80.000 miliciens furent ainsi levés). Les milices remportèrent quelques succès contre les armées tchèques et franco-roumaines, mais Bela-Kun, refusant de faire la jonction avec les révolutionnaires russes et avec les éléments avancés de Vienne et de Munich, car il fallait pour cela traverser des territoires étrangers à la Hongrie, et acceptant, à la demande de Clemenceau, de faire participer les délégués hongrois à la conférence de la paix, sous réserve que les hostilités contre les Roumains et les Tchèques seraient arrêtées, les milices se battirent dans l'incertitude, lâchèrent pied, se désorganisèrent et ce fut la défaite. Le 5 août 30.000 Roumains entrent à Budapest, le 10 on massacre à Csepel 1.000 ouvriers.

C'en était fait de la Commune hongroise.

\*\*

L'Histoire n'a pas permis à cette Commune une assez longue durée pour que l'on puisse juger fermement de ses qualités et de ses défauts, ses tendances définitives n'apparaissent pas clairement.

Il serait injuste d'appuyer sur quelques défauts qui se manifestèrent cependant (diminution de la production industrielle, tension entre paysans et ouvriers) ; l'on ne construit pas un régime parfait en quatre mois et l'organisation n'était pas terminée que déjà c'était l'écroulement sous les coups des agresseurs.

## La république de Weimar

Les caractères généraux de la social-démocratie allemande sont connus : héritière de toutes les tares d'une bourgeoisie qui n'a pas su faire sa révolution, elle collabore depuis la guerre avec toutes les forces bourgeoises et étatiques, allant jusqu'à la répression vis-à-vis du prolétariat, si la collaboration de classe l'exige jusqu'au jour où la faiblesse du mouvement ouvrier, dont elle est la première responsable, permet à la bourgeoisie de se débarrasser de cet allié utile, certes, mais encore trop hésitant et exigeant à son goût. Sans rappeler en détail la politique S.D. pendant l'ère weimarienne, nous nous bornons ici à en dégager quelques aspects.

### REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION

L'effondrement politique et militaire de l'Allemagne de Guillaume II signifie l'écroulement d'un appareil d'Etat vraiment anachronique, prussianisé, en main des princes, des Jungers et de leurs créatures, quasi inaccessible — ses sommets du moins — à la bourgeoisie elle-même. Au milieu de la désagrégation de l'armée et de toutes les autorités et dans les remous révolutionnaires, la social-démocratie se trouve à sa grande surprise hissée au pouvoir, et en présence d'une situation à laquelle elle ne s'était jamais préparée. Voici comment Grzesinski, haut dignitaire S.D., longtemps ministre de l'intérieur et préfet de police de Prusse, juge la politique menée par lui et les siens dans les journées décisives où surgissent les Conseils d'ouvriers et de soldats, où gronde la révolution : « Les hommes arrivés au pouvoir en novembre 1918 firent tous leurs efforts pour ramener aussi vite que possible l'ordre et la légalité. » Cet ordre, c'est le regroupement de toutes les forces de la réaction autour des derniers débris du vieil Etat : le Corps des Officiers. L'anarchie c'est à leurs yeux, les marins de Kiel, les manifestants de Berlin, de Munich — le peuple. Dans le début la social-démocratie s'installe dans l'équivoque oscillant, désarmée entre les forces populaires et l'Etat-Major. Ebert forme son gouvernement à la fois désigné par le prince Max de Baden et par le Comité Central des Conseils, de soldats et d'ouvriers. Il fait aussitôt appel à Hindenburg pour organiser la démobilisation de l'armée — problème « technique » — et la collaboration avec l'Etat-Major se précise tandis que les Conseils de soldats, dans leurs congrès d'Emms et de Berlin, demandent la suppression de l'armée permanente et la création de la garde civique. Et pourtant les S.D. s'étaient mis à la pointe de ces mêmes Conseils « pour briser cette pointe ». Il s'avère que les Conseils même dominés par les réformistes et les bourgeois, c'est la révolution en puissance et le louvoiement entre eux et les généraux devient à la longue impossible. Prisonnier des marins de Dorrenbach dans son palais, Ebert appelle à son aide Groener avec qui le relie un fil secret et le général

Lequis marche sur Berlin. Ebert retarde d'un jour la collision inévitable en haraquant les adversaires, mais le lendemain les troupes de Lequis sont battues par le prolétariat berlinois. Et tandis que la foule victorieuse s'en tient à des gigantesques manifestations, les S.D., sous la pression de l'Etat-Major, chassent les socialistes indépendants du gouvernement ; leurs remplaçants sont Wissel et Noske. Noske se déclare aussitôt prêt à jouer le rôle de « chien sanguinaire » (textuel). Il charge Maerker de regrouper les Corps francs et c'est la reconquête de Berlin, la chasse aux spartakistes, les assassinats de Rosa, de Liebknecht ; à Halle, à Munich et ailleurs les Corps francs poursuivent leur œuvre et, en mars, ce sont de nouveaux massacres à Berlin qui s'achèvent dans un carnage des prisonniers.

Les élections de janvier 1919, à l'assemblée de Weimar, ne donnent pas aux S.D. la majorité escomptée. Cette assemblée siège d'ailleurs sous la protection des mitrailleuses de Maerker et de Lüttwitz (l'organisateur de putsch Kapp). Le C.C. des Conseils lui a déjà remis tous ses pouvoirs et, sous l'impulsion de Noske, on ne laisse aux Conseils que des attributions consultatives.

Entre temps les forces monarchistes ne songent pas à se confiner au rôle de simples auxiliaires des S.D. La fraction extrémiste de la Reichswehr veut s'emparer du pouvoir sans partage. C'est le putsch Kapp.

En vain Noske appelle-t-il l'aile légaliste de la Reichswehr (Seekt) à la lutte contre son aile extrémiste et la police pactise en partie avec les insurgés. Les ministres s'enfuient à Dresde sous la protection de Maerker qui se prépare à les arrêter, enfin à Stuttgart. Entre temps la grève générale a balayé Kapp et sa bande. Grâce à Seekt, la brigade Ehrhardt n'est pas désarmée et, en évacuant Berlin, elle tire sur la foule. Les ouvriers entrés en mouvement exigent une épuration sérieuse des cadres de l'armée et de la police ; Ebert s'entremet auprès des autorités locales pour freiner la « démocratisation », l'amnistie pour les officiers subalternes est proclamée. Toutefois Noske doit démissionner. Dans la Ruhr, des milices rouges se sont constituées. A travers les syndicats, le gouvernement fait pression pour que le peuple dépose les armes. Enfin, après des hésitations et réticences, il laisse se déchaîner les généraux Watter et Epp et « l'ordre » est ramené dans la Ruhr.

Ce n'est pas le lieu de discuter les causes profondes de la défaite de la Révolution allemande. Retenons seulement la faillite de la grande idée des S.D. de gouvernement — lutte à la fois contre le « bolchevisme » et la réaction — qui s'écroule devant la réalité de la lutte de classe. Observons que dans cette crise comme dans les suivantes, la scission effective ou virtuelle est portée au sein de la social-démocratie. Ouvriers S.D. à côté des révolutionnaires d'une part, bureaucrates S.D. et militaires de l'autre, sont des deux côtés de la barricade. Plus tard, en 1923, Ebert, président du Reich, laissera la Reichswehr chasser un gouvernement à direction S.D. en Saxe. (Un conflit, au fond analogue, s'est produit en France lorsqu'un gouvernement de Front populaire laissait la police charger les manifestants de Front populaire à Clichy).

### LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LES SYNDICATS

C'est pendant la guerre qu'ont surgi avec l'économie quasi étatique les principales formes de collaboration de classe appliquées pendant la République et que le parti S.D. réduit à une formation parlementaire est relégué à l'arrière-plan, vis-à-vis des syndicats représentés à l'Office du

ravitaillement, aux fameuses communautés de travail, et enfin à l'Office paritaire pour la démobilisation. La collaboration intime avec l'Etat et le patronat est encore resserré par la suite. Il s'agit « de remplir l'Etat de contenu social » et de « contraindre la bourgeoisie à travers le mécanisme parlementaire de participer à la réalisation du socialisme » (Hilferding). C'est qu'aux conquêtes syndicales de la guerre (*sic*) ce sont ajoutées les lois sociales léguées par la Révolution avortée et les nouvelles lois — contrats collectifs notamment — que le patronat concède pendant l'inflation où la baisse du mark les prive de toute valeur. C'est afin de sauvegarder tout cet échafaudage d'institutions hétéroclites que le gouvernement S.D., appuyé par les Syndicats, généralise l'arbitrage qui enchaîne le prolétariat à l'Etat et jouera bientôt en faveur du patronat. Les syndicats sont ravis de voir tomber sous le pouvoir politique la fixation des salaires, l'assurance-chômage, etc. N'ont-ils pas un gouvernement qui leur est favorable ? Ne gouvernement-ils pas eux mêmes ? C'est en parlant de l'arbitrage que Seidel, dirigeant syndical, admet que « les Syndicats doivent disposer d'une puissante représentation au Parlement ». Observons que l'étroite liaison entre les Syndicats « libres » et les S.D. ne signifie pas du tout la « politisation » du mouvement syndical. Au contraire les dirigeants syndicaux et S.D. veillent à ce que le prolétariat ne prenne pas conscience de l'unité de ses aspirations politiques (refoulées sur le plan électoral et municipal) et syndicales (limitées à leur aspect purement revendicatif et corporatif). D'ailleurs le cumul des fonctions est énorme : en 1925 (d'après Varga), sur 130 députés S.D. il y a 46 leaders syndicaux, presque tous les dirigeants syndicaux sont membres du parti. Mais cette interpénétration de deux appareils n'équivaut pas à une subordination des syndicats au parti. Par les liens de collaboration de classe que les S.D. ont contribué à créer et consolider les syndicats sont liés à l'Etat davantage encore qu'au parti. Et voilà pourquoi, à la veille de la prise de pouvoir par le fascisme, les dirigeants syndicaux aspirent à rompre les liens qui les unissent à la social-démocratie devenue un allié compromettant. Et ce sont les pourparlers avec Schleicher, ce sont les élections de mars 1933 où, pour la première fois, l'appel des syndicats libres n'est pas expressément en faveur du P.S., c'est la rupture du Front des syndicats, l'acceptation du Syndicat unique, de la « dépolitisation ». Achevant l'œuvre des Noske, les Leipart livrent la classe ouvrière pieds et poings liés à l'Etat d'Hitler.

### LA STRUCTURE SOCIALE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Un regard sur la composition sociale de la S.D. est indispensable pour comprendre sa politique. En 1925 (toujours d'après Varga), sur environ 850.000 membres, il y a 500.000 ouvriers, surtout des ouvriers qualifiés, 300.000 « petits bourgeois », c'est-à-dire des fonctionnaires ayant une pension assurée, etc., tous gens qui se sentent supérieurs au simple ouvrier. Il y a enfin 50.000 fonctionnaires du Parti, politiques, syndicaux, coopératifs et municipaux dont une bonne partie subit l'influence de la bourgeoisie. Quant aux jeunes, aux chômeurs et aux ouvriers agricoles, ils subissent à cette époque déjà très peu l'influence S.D. Dans cette même année, 60 p. 100 des membres étaient adhérents du parti d'avant 1914. Cette « vieille garde » a toujours mémoire du lent et patient effort d'avant guerre visant non sans succès en apparence à transformer par des victoires électorales et d'organisation l'Etat hismarckien en un Etat « social » garantissant à chaque ouvrier un niveau de vie convenable.

Sa politique restera de lier le prolétariat de plus en plus intimement à l'Etat. Or cet Etat tutélaire dispensateur d'allocations et de services publics n'est qu'une mince façade collée sur un puissant appareil de répression tout à fait antiouvrier et antidémocratique, dont chaque crise sociale dévoile la hideuse réalité. (Etat de siège, § 48, etc.)

### LA SOCIAL-DEMOCRATIE DEVANT L'APPAREIL D'ETAT

La situation des couches supérieures dominant le parti explique sa politique dite du moindre mal — phrase servant à masquer la collaboration avec des forces de plus en plus réactionnaires (appui du gouvernement Cuno, élection du Hindenburg). Foncièrement conservateurs, tout en devant leur position à la confiance ouvrière, ces bureaucrates n'ont qu'une pensée : perpétuer une situation où par peur des ouvriers les bourgeois les laissent participer au pouvoir, où les ouvriers dominés socialement et idéologiquement par la bourgeoisie s'en remettent à eux, jouer l'une contre l'autre ces forces antagoniques tout en évitant les chocs brutaux. De là leur conception de la « lutte sur les deux fronts », de là aussi qu'ils ne mènent cette lutte en réalité qu'à sens unique contre la gauche en s'appuyant sur l'Etat, mais qu'ils sont désarmés dès qu'il s'agit de frapper la droite, n'osant pas lâcher les masses « anarchiques » qui risquent de les balayer. Chaque crise ébranle les bases même d'un tel parti, amalgame de classes diverses. L'exercice du pouvoir par la S.D... dans un pays en rapide évolution sociale comme l'Allemagne ne pouvait être que provisoire, et au fond les dirigeants en eurent toujours conscience.

Ils sentent que la Reichswehr, d'instrument est devenu leur maître. Naturellement ils commencent à se rebiffer. Von Seeckt est débarqué et Scheidemann dénonce au Reichstag la Reichswehr comme un Etat dans l'Etat. Cela ne change rien. La Reichswehr se débarrasse complètement du contrôle des civils et Grzesinski témoigne que le ministère de la Reichswehr était plus militariste que l'ancien ministère de Guerre prussien. Même échec des autres tentatives d'épuration. A Weimar, les S.D. ont toléré que continue l'anachronisme d'Etats comme Lippe et Oldenburg qui deviendront des chefs billériens, ils n'ont apporté aucun changement à la situation du prolétariat agraire, notamment à l'est de l'Elbe où encore en 1928 un million et demi de paysans vivent dans des rapports féodaux avec leurs seigneurs qui ont la juridiction sur leurs domaines. Schlange-Schoeningen, ministre de Brüning pouvait dire que la Révolution allemande a été la seule qui n'ait pas modifié les rapports de propriété à la campagne. Quant à l'administration proprement dite, voici ce qu'il en est en Prusse en 1930 : sur 490 hauts fonctionnaires (préfets, préfets de police, etc.) il reste 89 hobereaux. Impossible de nommer des fonctionnaires sans l'assentiment des administrations provinciales réactionnaires. La magistrature reste inamovible et elle est si « démocratique » que le Conseil d'Etat autorisera les communes à ne pas arborer les couleurs de la République. Quant aux princes, ils sont « indemnisés » pour les biens confisqués. Bref, les exemples abondent prouvant qu'en tant d'années de participation au pouvoir les S. D. n'ont jamais tenu les leviers du pouvoir, n'ont pas tenté de transformer la structure de l'Etat, même dans le sens républicain bourgeois.

Et si les nazis ont dû liquider la Reichsbanner et épurer la Schupo ils ont pu garder dans l'ensemble, en l'augmentant et en le doublant d'organisations nazies, tout l'appareil administratif et répressif de la Répu-

blique dont le contenu social correspondait aux buts et aux méthodes de l'Etat fasciste.

## L'épopée austro-marxiste

La défaite du mouvement ouvrier de l'Autriche compte parmi les chapitres les plus humiliants dans l'histoire des débâcles prolétariennes.

Pendant dix ans les villes autrichiennes, à l'exception de Graz, étaient pratiquement aux mains de la social-démocratie. Vienne-la-Rouge, Linz, etc., étaient autant de forteresses ouvrières. Jamais on ne donna à un parti ouvrier un champ d'essai plus propice que l'Autriche. Et jamais on n'enregistra une défaite plus honteuse que les journées viennoises de 1934.

L'austro-marxisme fut le secteur le plus avancé de la II<sup>e</sup> Internationale. Il se servait d'une phraséologie révolutionnaire extrêmement attractive. Sa lutte des classes était spectaculaire au plus haut point dans ce sens que des olympiades, des fêtes, des meetings grandioses rassuraient les ouvriers de leur force. La société socialiste semblait inébranlable, on n'avait qu'à vouloir...

Socialisme surtout municipal, l'austro-marxisme évoluait à volonté dans les limites de l'administration des villes. Il pouvait tout faire pour s'assurer de la bienveillance des masses. Les maisons municipales furent louées à bon marché aux ouvriers, ses piscines furent exemplaires, ses stades grandioses, ses écoles libres dirigées d'après des principes d'avant-garde inspirés des Freud et Max Adler.

La lutte pour les revendications de salaire que menait le prolétariat autrichien était entravée par l'effroyable crise dont souffrait continuellement ce pays ruiné par l'amputation de Saint-Germain et par le grand nombre de chômeurs qui peuplaient les jardins publics.

La social-démocratie autrichienne pensait donc venir à bout du capitalisme par ses impôts élevés qui supprimaient, comme le démontraient ingénieusement Otto Bauer et ses amis, « la plus-value » capitaliste et qui la restituaient à l'ouvrier par le truchement de la bonne municipalité. D'autre part, la ville de Vienne, par exemple, ouvrait des établissements de loisir particulièrement chers, tels que théâtres, music-halls, restaurants, etc., où les pauvres capitalistes portaient ce que le fisc leur avait laissé.

Mais le côté tragique des agissements austro-marxistes réside dans leur stratégie. Dans nul pays du monde, le prolétariat ne fut jamais aussi bien armé qu'en Autriche. Dans aucun pays du monde, il y avait une armée aussi faible, pratiquement inexistante. En face du Schutzbund armé jusqu'aux dents il se trouvait les hordes mal équipées, mal dirigées et mal organisées des Heimwehren.

Il n'y avait dans ces circonstances qu'une seule tactique pour ne pas vaincre. Elle fut glorieusement adoptée par les austro-marxistes et elle se résume dans trois mots : défensive à outrance, stratégie mortelle pour toute lutte.

A chaque provocation des « chrétiens-sociaux » (parti Dollfuss, plus tard « front patriotique »), les chefs socialistes exhortaient les masses au calme. Interdiction de journaux de la part du gouvernement chrétien-social, interdiction de réunions, provocations, etc., tout était toléré par l'austro-marxisme. De recul en recul il marchait à la défaite. D'humiliation en humiliation, il approchait de sa fin. Dollfuss tâta le terrain ;

il comprit que son adversaire était un mollusque. Quand le Schutzbund voulut se battre devant les canons de Dollfuss, il fut trop tard. Sur des ordres contradictoires, lancés souvent par des chefs impopulaires (les autres se trouvaient déjà en prison ou essayaient de fuir) un dernier essai de défensive échoua. Une armée d'opérette vint, en quelques heures, à bout d'une résistance à la débâchée.

## Le Socialisme français

Jusqu'en 1936, la S.F.I.O. se différenciat, formellement tout au moins, des autres sections de la II<sup>e</sup> Internationale par son refus obstiné à participer à des gouvernements dirigés par des partis bourgeois.

Certes, elle n'avait jamais franchement renié 1914 et s'était toujours dérobée devant les problèmes fondamentaux tels que la défense nationale en régime capitaliste, le colonialisme, la dictature du prolétariat, etc. En fait elle n'était qu'un grand parti parlementaire réglant son attitude en fonction des contingences électorales.

Cependant les résolutions de congrès étaient toujours empreintes d'un vernis marxiste. Le parti s'intitulait et s'intitule encore — ô ironie — « parti de classe organisé pour la conquête du pouvoir et la socialisation « des moyens de production et d'échange » (art. des statuts) qui « même « lorsqu'il utilise au profit des travailleurs les conflits secondaires des « possédants ou se trouve combiner accidentellement son action avec celle « d'un parti politique pour la défense des droits et des intérêts du prolé- « tariat, reste toujours un parti d'opposition irréductible à l'ensemble de « la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument » (déclaration de 1905 figurant en tête des statuts). Ces affirmations théoriques ainsi d'ailleurs que la démocratie relativement large existant dans le parti permettent aux éléments révolutionnaires d'y travailler sérieusement.

En fait, pour le centre du parti, cette juxtaposition de certaines affirmations doctrinaires rigoureuses et d'une politique purement réformiste provient du sentiment que l'influence, à la fois de l'évolution technique du capitalisme et de l'éducation de la classe ouvrière, ne permet pas d'engager immédiatement la lutte pour la prise révolutionnaire du pouvoir et la socialisation intégrale ; dans l'attente béate de cette double maturation ils se cantonnent dans la lutte pour les revendications immédiates du prolétariat sans se rendre compte que dans la période de déclin du capitalisme où nous sommes arrivés, il est impossible de faire aboutir celles-ci sans exproprier le grand capital.

Si à plusieurs reprises, notamment en 1924, 1929 et 1932, ils repoussent des offres de participation des radicaux, c'est donc moins pour préserver le caractère révolutionnaire du Parti que parce que leurs forces au Parlement sont encore trop faibles pour leur permettre de jouer un rôle éminent dans cette coalition et qu'ils espèrent, grâce à la tactique habile du soutien à éclipses, gagner suffisamment de voix sur les radicaux tout en conservant leur crédit auprès des masses ouvrières pour prendre un jour la direction tout au moins nominale de cette collaboration pour l'exercice du pouvoir bourgeois. C'est en cette éventualité surtout que résident les circonstances exceptionnelles auxquelles les motions de congrès laissent toujours une porte ouverte.

Celles-ci vont se trouver réalisées en 1936, par la victoire électorale du Front populaire et la prédominance du groupe socialiste dans la majorité qui en est issue.

A ce moment la « subtile » distinction de Léon Blum sur la prise et l'exercice du pouvoir va prendre toute sa valeur réactionnaire.

Le parti, fidèle à ses alliés radicaux — qui ne le lui rendront pas — s'engage continuellement au désir des masses et même de certains électeurs radicaux à ne pas dépasser les limites du programme falot et incohérent que bourgeois et staliniens ont imposé au Front populaire et à n'enfreindre en rien les lois économiques du capitalisme ni la légalité républicaine. Il ne s'agit pas de s'emparer même légalement de l'Etat, instrument d'oppression de la classe dominante, pour le retourner contre celle-ci, mais simplement de gérer les affaires de la bourgeoisie au mieux des intérêts de la classe ouvrière.

Cette incompatibilité absolue, irréductible, entre la légalité bourgeoise faite pour protéger les intérêts capitalistes et les intérêts ouvriers se manifeste de manière flagrante dès les débuts de l'expérience : le prolétariat, enhardi par la victoire électorale et par l'atmosphère d'enthousiasme qu'elle avait contribué à développer, passe immédiatement à l'offensive sur le terrain social et, pour la première fois en France, occupe les usines. La grande bourgeoisie, prise de peur, s'attend à être expropriée, mais le gouvernement Blum, appuyé par le parti communiste, se pose en médiateur pour négocier la paix sociale dans le cadre du régime, et moyennant l'action de quelques avantages immédiats, incite la classe ouvrière à rentrer dans la légalité.

Les accords Matignon, traité passé sous les auspices du gouvernement entre dirigeants du grand patronat et dirigeants de la C.G.T., non seulement, ne restreignent nullement le profit ni la puissance du capital, mais encore le contraignent à l'organiser plus sérieusement que par le passé et renforcent l'influence du grand patronat sur l'ensemble de la classe bourgeoise. La classe ouvrière s'illusionne sur la vertu des réformes qu'elle vient de conquérir, mais lorsque Salengro, dans sa sensationnelle déclaration au Sénat, menace de faire évacuer par la force les dernières usines occupées, puis passe à l'exécution de cette menace (chocolaterie Violet), la première rupture entre le gouvernement légalitaire et l'avant-garde ouvrière est accomplie. A partir de ce moment la S.F.I.O. s'oriente ouvertement et délibérément dans la voie de toutes les social-démocraties : des deux séries de facteurs contradictoires qui orientent son action, fidélité aux motions de congrès et même aux engagements électoraux, subordination à la légalité bourgeoise et à « l'intérêt national » les seconds l'emportent nécessairement sur les premiers.

Léon Blum déclarera un jour à une assemblée de son parti, franchement et même cyniquement, que sa mission est de défendre envers et contre tous, y compris les militants de son propre parti, tous les intérêts nationaux quels qu'ils soient.

Nous ne nous attarderons pas longtemps sur la série de mesures réactionnaires prises par les ministres socialistes, elles sont encore présentes à la mémoire de tous : blocus du prolétariat espagnol, maintien du *statu quo* de Versailles et militarisation accentuée du pays pour soutenir cette politique impérialiste, maintien des réactionnaires à la tête des cadres de l'Etat bourgeois, répression aux colonies, massacre à Clichy des prolétaires par les policiers, et parallèlement dévaluation sans échelle mobile, libéralisme pour gagner la confiance des capitaux, et pour mater le prolétariat, loi sur l'arbitrage obligatoire, projet de loi sur la presse tendant à la restriction de cette liberté démocratique essentielle, puis premier appel à l'union sacrée pour le succès de l'emprunt de Défense nationale à garantie de change, et la bourgeoisie ne se contentant pas de

ces concessions et voulant consolider politiquement la contre-offensive sociale, c'est la fuite devant le Sénat en recommandant aux masses d'accepter dans l'ordre et le calme le retour au pouvoir des équipes bourgeoises.

A ce moment, pris dans l'engrenage, le parti jette aux ornières toutes les motions refusant la participation à des gouvernements dirigés par des partis bourgeois, et au lendemain du renversement de Blum par les radicaux du Sénat, un Conseil national — véritable Sénat du parti — autorise la participation de ministres socialistes au gouvernement Chautemps-Bonnet chargé de liquider ce qui restait des réformes sociales conquises en juin 36. Nouvelle dévaluation, suppression progressive des 40 heures doucereusement baptisée aménagement et enfin, pour empêcher tout réveil offensif du prolétariat, préparation d'un statut moderne du travail, véritable ébauche de corporatisme fasciste tendant à retirer à la classe ouvrière le droit de grève que lui a octroyé Napoléon III, emploi de la force armée pour réprimer les grèves des services publics et des camionneurs, toutes ces mesures sont cautionnées par les ministres socialistes.

Puis, la seule présence de ceux-ci au gouvernement pouvant, dans l'esprit de la bourgeoisie, inciter la classe ouvrière à la résistance, ils se laissent retirer leur maroquin mon sans avoir cherché à se cramponner en implorant la concours des partis les plus réactionnaires à une union nationale dirigée par leur chef pour accélérer le processus de militarisation de la France. Mais, chez nous comme ailleurs, quels que soient les gages fournis, la bourgeoisie préférera toujours ses propres hommes et, après avoir utilisé la veulerie des chefs socialistes pour atténuer la combativité ouvrière, elle se débarrasse de ces alliés compromettants. En cas d'aggravation de la situation internationale et de la tension sociale, le grand capital se réserve d'ailleurs d'avoir, selon les circonstances, soit à nouveau recours à l'entremise des bureaucrates ouvriers en vue d'une conciliation fructueuse, soit d'employer les méthodes de répression « totalitaire ».

A la base de toutes ces capitulations conduisant au lamentable échec dont nous sommes témoins, nous retrouvons l'erreur fondamentale dénoncée par nous dans notre précédent numéro qui consiste à considérer que le moment de la révolution sociale n'étant pas encore venu, le rôle des socialistes au gouvernement est de renforcer le pouvoir de l'Etat considéré comme tuteur de la classe ouvrière. Toutes les mesures prises par le gouvernement à participation socialiste ont tendu à cette intégration du prolétariat dans un Etat dont il n'était pas le maître et à la direction nominale duquel se trouvaient provisoirement ses délégués.

Cette impuissance de la social-démocratie au pouvoir à consolider même ses propres objectifs réformistes, conduit les éléments révolutionnaires qui, séduits par les affirmations doctrinales et un semblant de combativité s'étaient, selon une expression du *Temps* « introduits dans la S.F.I.O. » à se placer, au nom même de la charte du parti et des décisions du congrès, en rébellion ouverte contre les dirigeants. Comme l'I.L.P. en Angleterre, comme le S.A.P. en Allemagne, mais peut-être dans de meilleures conditions, la Gauche révolutionnaire se dresse en syndic de la faillite de la politique de collaboration de classes et d'exercice du pouvoir en régime capitaliste. Pleine de mansuétude à l'égard de ses alliés bourgeois et sollicitant avec humilité le concours de ses pires adversaires d'hier, la bureaucratie ne peut plus supporter la moindre critique de la part des militants restés fidèles à la tradition socialiste et les exclut à tour de bras.

Il ne nous appartient pas dans ce cadre de cette brève étude consacrée, non à l'évolution de la social-démocratie mais à son passage au pouvoir, d'établir des pronostics quant à l'évolution ultérieure de ces différentes forces. La mise en évidence aux yeux des masses de l'impuissance universelle des méthodes social-démocrates, de leur inefficacité absolue aussi bien du point de vue réformiste que du point de vue révolutionnaire, peut être un facteur salutaire, à condition toutefois que l'avant-garde se regroupe sur une base saine ; pour cela il lui faut éviter à la fois de tomber dans le sectarisme et dans le verbalisme confus. Faute d'un pôle d'attraction révolutionnaire, les meilleurs éléments du prolétariat risquent de sombrer dans le découragement. L'expérience de l'histoire nous enseigne que les succès du fascisme proviennent moins des qualités de ses chefs et des vertus de son programme que de l'épuisement d'un prolétariat trop longtemps illusionné et trop profondément déçu par le socialisme. La classe ouvrière française aura-t-elle le courage d'enfreindre cette tragique loi de l'après-guerre ?

## Le Roi, la Loi, la Liberté...

La Belgique est un des pays où les expériences social-démocrates ont été nombreuses et longues.

Les émeutes sauvages de 1886 mises à part, ainsi que le mouvement de grève générale de 1911 pour le suffrage universel, le Parti ouvrier belge ne se montra révolutionnaire en aucune occasion, se montrant respectueux des lois, soumis à la patrie, au roi et à l'intérêt général.

Aux moments critiques, il participa toujours au redressement de la bourgeoisie, en 1914 par la participation au gouvernement du Havre, après guerre par l'entrée dans les cabinets d'Union nationale (1) ; en 1932 par son appui du gouvernement réactionnaire contre les grévistes de Wallonie ; enfin tout récemment par sa participation au gouvernement d'Union sacrée Van Zeeland.

Il faut dire que lorsque Vandervelde était ministre des Affaires étrangères la Belgique renonça à ses droits sur la petite concession qu'elle possédait en Chine, encore que ce territoire lui fut d'une mince valeur.

Dès que les dangers de guerre surgirent, le P.O.B. vota les crédits de guerre, accepta la prolongation du service militaire.

Malgré son formidable appareil syndical, coopératif et politique, le P. O. B. se refusa à tenter quoi que ce soit dans le sens de larges réformes ou de luttes hardies.

Si l'époque de prospérité permit d'obtenir quelques avantages précaires, le marasme économique qui suivit rangea les social-démocrates belges dans le camp des sauveteurs du régime, aux dépens du prolétariat.

Même dans le domaine de l'enseignement les soucis électoraux empêchèrent le P.O.B. de lutter avec énergie pour la laïcisation de l'Etat.

(1) Rappelons l'attitude de Vandervelde en Angleterre durant la guerre, c'est le président d'une Internationale qui exigea des mesures draconiennes contre les insoumis belges travaillant en Angleterre et qui fit appel au mouchardage ouvrier pour les dénoncer.

Les multiples lois et décrets qui ont poussé les syndicats belges à devenir de véritables rouages de l'Etat et qui mènent le mouvement syndical au corporatisme, sont tous d'essence social-démocrate. Ce fut Joseph Wauters qui par sa loi sur le chômage, transformant le syndicat en caisse d'assurance officielle, ouvrit la voie. Le planisme actuel, sous des dehors plus modernes, ne fait que suivre cette voie.

La seule vigueur dont il fit preuve se manifesta contre la gauche du parti, les jeunesses et certaines tentatives de créer des milices de défense ouvrière, auxquelles on préféra en définitive la gendarmerie royale.

## Société capitaliste Gérant socialiste

Un certain nombre de pays sont habituellement cités en exemple, pour illustrer l'action bienfaisante de la social-démocratie, et en premier lieu, les pays scandinaves.

En effet, on doit constater qu'en Suède et au Danemark notamment, les travailleurs jouissent d'un niveau de vie relativement satisfaisant. Cependant il nous faut brièvement examiner si cette situation découle de la politique social-démocrate modifiant la structure de la société et donnant à l'Etat un rôle nouveau, ou bien si elle est le résultat d'un ensemble de facteurs économiques particuliers à ces pays.

De même un sérieux effort a permis à ces deux nations de se débarrasser des charges de la préparation à la guerre — et à l'heure actuelle encore le Danemark est un pays sans armée destinée à la guerre internationale.

Le Danemark est caractérisé par son économie paysanne où les petits propriétaires sont majorité, groupés économiquement en grandes coopératives pour la vente et qui empêchent la concentration capitaliste ou foncière. C'est là la raison essentielle qui fait que le Danemark ne possède pas de lutte de classe aiguë et la spéculation dans un nombre d'activités économiques bien limitées explique la stabilité sociale dont elle jouit.

La Suède, riche de deux industries bien protégées, le bois et l'acier, échappe partiellement à l'engrenage des luttes internationales. Le haut capital n'a pas la combattivité des capitalistes soumis aux nécessités des concurrences âpres. La classe ouvrière bénéficiant de la situation avantageuse des industries qui l'emploient, ne possède pas plus ce sens de la révolte qui naît d'une longue misère.

Placés hors des grandes lignes de communications, sans valeur stratégique, fournissant aux impérialismes les plus divers, ces pays peuvent se permettre d'éviter les lourds budgets militaires. Signalons cependant la récente augmentation des crédits de guerre suédois devant l'aggravation de la tension internationale.

La social-démocratie a trouvé là un terrain idéal pour l'application de sa doctrine nécessitant une stabilité économique, une paix sociale continues, propres à répartir avec « équité » les revenus de la nation.

Mais pour cela il fallait l'acquiescement, la participation de toutes les classes et c'est la raison de la prudence des gouvernements socialistes qui ne veulent modifier en rien l'Etat, ni le régime, en bons gérants de la nation.

## La Révolution mexicaine

C'est dans le cadre de la constitution du 5 février 1917 que s'est accompli le geste récent du président Lazaro Cardenas : l'expropriation des compagnies pétrolières étrangères.

Cardenas, élu président de la république fédérative du Mexique, assure le pouvoir exécutif. Il promulgue les lois, nomme les ministres et les destitue ; il dispose de la force armée. Le pouvoir législatif est assuré par un congrès composé d'un sénat de 58 membres et d'une chambre des députés de 258 membres. Vingt-deux Etats, deux territoires et un district, administrés par des gouvernements, composent la république.

L'économie et l'administration du pays sont soumis à deux préoccupations essentielles : l'indépendance nationale et la question du pouvoir.

### L'INDEPENDANCE

Longtemps soumis à la domination étrangère, le Mexique ne conquiert son indépendance qu'au début du siècle dernier et ne l'assure définitivement qu'en 1871. Il prit rang de « grande nation », reconnue comme telle par les autres, qu'au début du siècle, à la fin de la dictature de Porfirio Diaz, président de 1877 à 1911.

Le renforcement de l'indépendance fut, avec l'équipement industriel du pays et le règlement de la question agraire le grand souci des dirigeants mexicains. La constitution de 1917 confirmait à l'Etat la propriété du sol, du sous-sol et « de la mer » (*sic*). Un étranger ne peut acquérir de terre ou exploiter les richesses naturelles du pays que s'il se conforme aux lois mexicaines.

La récente expropriation des compagnies pétrolières n'est que le retour aux dispositions de la constitution, dispositions qui avaient été abandonnées en 1928 au bénéfice des compagnies.

Une sentence de la Cour suprême accorda aux ouvriers pétroliers les avantages de salaires que ceux-ci réclamaient depuis 1934. Les compagnies ayant refusé de se soumettre à cette décision, le président Cardenas prit le décret d'expropriation avec promesse d'indemnisation.

La proportion des capitaux investis dans l'industrie pétrolière étant de 70 % pour les Etats-Unis et 27 % pour l'Angleterre, ces pays prirent des mesures économiques pour répondre à cette mesure : cessation de l'achat d'argent-métal pour les Etats-Unis, départ des ingénieurs étrangers. Disons encore que les bateaux-citernes servant au transport du pétrole appartiennent aux compagnies expropriées.

A cette situation il faut ajouter le jeu, mal connu des impérialismes étrangers. Les renseignements fragmentaires que nous avons ne permettent pas d'en donner une représentation exacte.

Disons un mot de la question religieuse qui est étroitement liée à celle des influences étrangères. Sous la présidence de Callès, en 1932, l'église catholique mexicaine entra en lutte ouverte contre l'Etat. Le clergé fit appel au pape, à l'étranger (demande à Washington des « Chevaliers de Colomb » d'une intervention armée), organisa le « boycott » pour « paralyser la vie économique du Mexique » (Appel de la Ligue pour la défense de la liberté religieuse au Mexique), suspendit les cultes et organisa la rébellion armée. Ces actes répondaient à un décret pris par Callès. Etait décrétée délit de droit commun l'inobservation des lois relatives à la

question religieuse. Les mesures qui furent appliquées : limitation du nombre des prêtres et monopole de l'éducation par l'Etat, le sont d'une manière assez large et, de ce fait, l'influence de l'église catholique est encore très grande au Mexique. Signalons que ce décret d'expropriation a reçu l'approbation des autorités ecclésiastiques et que l'on peut trouver là une indication.

### LE POUVOIR

Pour maintenir son autorité, le président Cardenas s'appuie sur les masses laborieuses. La population du Mexique est composée de 20 % de blancs, 40 % de métis, 40 % d'indiens. Elle est peu dense.

La population rurale, misérable dans sa majorité, ne peut subsister que si les dispositions de la constitution concernant la répartition des terres, le démembrement des *latifundia*, l'établissement effectif et accéléré des *éjid*os (cellules de terre attribuée à chaque paysan) sont effectuées. Mais ces mesures se heurtent au mauvais vouloir des gouverneurs d'Etat (un choc sanglant vient d'avoir lieu entre des paysans et la troupe dans l'Etat de Tlaxcala) et, dans un discours récent aux délégués du premier congrès de la Confédération des Travailleurs du Mexique, Cardenas leur demandait de ne pas considérer « terminée leur action sociale jusqu'à ce qu'on puisse obtenir pour les classes paysannes la transformation du régime d'exploitation de la terre en faisant de l'*éjido* la cellule constitutive d'une économie capable de satisfaire amplement les besoins de notre population ?

Cette population rurale, qu'un réel effort tente d'élever par la création de nombreuses écoles, où l'enseignement tend surtout à être utilitaire, est encore arriérée. Elle est utilisée par le gouvernement qui a dressé et entraîné cent mille paysans en prévision d'une révolte des militaires. Elle est écartée aussi, avec soin, des masses ouvrières, action favorisée par l'éparpillement des agglomérations.

Parallèlement, l'Etat essaie sur la base : à travail égal, salaire égal, d'assurer une vie convenable aux travailleurs industriels mexicains. La reconnaissance des syndicats a eu lieu en 1917. Il existe plusieurs centrales syndicales : La C.T.M., d'inspiration gouvernementale, fortement teintée de stalinisme et la C.G.T., de tendance anarchiste.

Disons un mot aussi de l'immigration. La main-d'œuvre spécialisée faisant défaut au Mexique, le président Cardenas a fait appel récemment aux émigrés politiques étrangers. Seuls peuvent s'installer dans le pays : Les manœuvres spécialisés et ceux faisant de gros travaux qui répugnent aux indigènes, de spécialistes industriels et des colons qui s'engagent à s'adonner principalement à l'agriculture et à l'élevage.

### LA SITUATION DU PROLETARIAT

L'expérience qui se poursuit actuellement au Mexique est une tentative de socialisme d'Etat. Les idées généreuses ne manquent ni dans la constitution, ni dans les discours des dirigeants. Mais leurs actes tendent plus vers l'absolutisme de l'Etat que vers l'émancipation totale des travailleurs mexicains.

Le problème agraire est loin d'être résolu. Sur 121 millions d'hectares de terres cultivées, 21 seulement ont été répartis aux Comités agricoles des paysans sans terre. (Il faut tenir compte dans le chiffre global des terres appartenant aux communes). Les comités comptent un million

de paysans mais les peones, au nombre de trois millions, ne sont pas compris dans cette répartition. La situation misérable du prolétariat rural a donc peu changé depuis le début du siècle.

En ce qui concerne le prolétariat des villes, il est sous la coupe du gouvernement. L'inféodation de la stalinienne C.T.M. favorise les projets de Cardenas. En fait, les ouvriers pétroliers feront seuls les frais de l'expropriation, car les avantages qui viennent de leur être accordés leur sont aussitôt demandés par le gouvernement pour aider au paiement des indemnités.

## Tentatives syndicalistes

### EN RUSSIE

Il y eut aussi dans un petit bassin houillier de la Sibirie méridionale à Tchérémkhovo une tentative syndicaliste de la « mine aux mineurs » ; elle se soutint bien économiquement et ne disparut que lors de l'occupation militaire de Koltchak ; du côté communiste on lui reprochait d'avoir exigé en échange du charbon, nécessaire au Transsibérien, la plus grande valeur, sans se soucier des difficultés générales de la République russe.

### EN ESPAGNE

Il n'est guère possible, à l'occasion des événements espagnols, de parler d'expérience syndicaliste. Un article paru dans le n° 2 de *Révision* a cherché à expliquer comment et pourquoi les anarcho-syndicalistes ont renoncé à appliquer leur doctrine.

Il y eut toutefois dans quelques domaines des tentatives d'application qui forcent l'attention.

Beaucoup de collectivisations d'usines et d'industries furent effectuées par les personnels eux-mêmes, appuyés par les syndicats. Dans la période de début, profitant des stocks, de l'outillage, elles résistèrent économiquement ; il semble même que les services publics et le ravitaillement des milices fonctionnèrent très bien. Mais en même temps que les difficultés matérielles dues à la guerre croissaient, l'Etat tâchait de plus en plus de mettre sa main sur ces entreprises ; le parti communiste évoquait surtout l'esprit particulariste de certains ateliers s'attachant à fabriquer plutôt des articles demandés par la consommation immédiate que ceux de la guerre ou des transports. Les derniers accords de la C.N.T. et de l'U.G.T. admettaient de plus en plus l'étatisation des entreprises. Toutefois à la base il s'exercera certainement contre cela une résistance passive. A l'heure actuelle l'avance de Franco surplombe ces conflits et il n'est plus possible de distinguer qui l'emporte : syndicats ou Etat.

Dans le domaine militaire les anarcho-syndicalistes créèrent les milices syndicales. Celles-ci connurent une certaine démocratie intérieure ; les chefs avaient été désignés par les comités syndicaux ; mais l'enrôlement étant volontaire, la mutation d'une unité à l'autre étant pratiquement facile, le commandement devait tenir compte de l'opinion des miliciens ; il faut pourtant constater qu'il n'y eut jamais d'électivité réelle (sauf dans quelques détachements) pour le commandement supérieur ; il n'y eut pas non plus de congrès ou d'assemblées de miliciens discutant

la vie et l'action des milices. Au point de vue strictement technique ces milices essayèrent moins d'échecs que l'« armée populaire » militarisée qui leur succéda (il faut toutefois tenir compte de l'amélioration technique qui s'était opérée chez l'adversaire).

En ce qui concerne l'appareil de répression, les anarcho-syndicalistes eurent tôt fait de créer leur Guépeon : l'Investigacion. Théoriquement chargé seulement d'enquêter, cet organisme eut bientôt ses prisons et ses exécutions. Formé de militants désignés par les Comités syndicaux supérieurs, il ne fut jamais élu ; de même il ne fit jamais rapport sur son activité à des assemblées syndicales. La brièveté de son existence, ses origines ouvrières semblent l'avoir protégé contre la corruption et la dégénérescence ; on ne connaît pas de répression pratiquée par lui contre des militants ouvriers (sauf quelques exécutions de militants ugétistes). Mais la question reste posée quant à ce qu'aurait pu être son évolution dans ces conditions de non-contrôle et de non-élection.

Il y eut à côté de cet embryon de police secrète une police syndicaliste agissant au grand jour appelée les Patrouilles de contrôle. Elles eurent leur origine dans le contrôle que les comités syndicaux de quartier exerçaient sur la circulation et les personnes de passage. Cet organisme lui aussi ne vit pas ses cadres supérieurs élus ; ils furent nommés par les Comités locaux et nationaux de la C.N.T., influencés, sinon commandés, par les comités correspondants de la F.A.I. ; les chefs des patrouilles n'avaient pas de comptes à rendre devant les assemblées syndicales ; ils n'étaient évidemment pas révocables par ces assemblées.

Les rangs des patrouilleurs se formaient par recrutement sur approbation des centres.

Toutefois l'activité plus découverte des patrouilles permettait en fait à l'opinion ouvrière d'avoir l'œil sur elles ; leurs arrestations d'accapareurs, la confiscation des produits accaparés, la détention de fascistes notoires, tout ceci créa pour ces patrouilles une impression favorable dans la masse ouvrière. Aussi rien d'étonnant à ce que, lors des journées de mai 1937, elles se battirent à côté des ouvriers protestataires.

..

Il serait hasardeux de conclure sur des données aussi fragmentaires ; mais cette réserve étant faite, il semble que partout où les anarcho-syndicalistes renoncèrent à leurs revendications de contrôle et d'électivité ouvrières, l'étatisme apparaissait avec sa suite d'arbitraire et de despotisme.

Inversement, les quelques traces de gestion et d'action prolétariennes entraînaient des effets créateurs et efficaces.

## La Makhnovstchina

Il faut à ce point de vue se limiter uniquement au régime instauré dans une région de l'Ukraine au cours des années 1919-1921 par la « makhnovstchina », plus spécialement dans la région de Gouliai-Polié. Ses occupations furent de très courte durée : quelques semaines pour les troupes de Makhno se déplaçant constamment ; quelques mois pour les paysans de Gouliai-Polié.

Au point de vue économie et échanges, il y eut des ébauches d'organi-

sation de travaux agricoles en commun ; il y eut des envois volontaires de blé vers les villes affamées.

Théoriquement les « soviets libres » étaient élus librement, mais dans la réalité il était difficile aux partis adverses aux makhnovistes de s'afficher franchement.

Il y eut dans les troupes makhnovistes une espèce de Guépeou en formation ; c'était le service du contre-espionnage militaire, non élu, désigné par le commandement et sans contrôle des masses. Il lui arriva de déborder du domaine strictement militaire et de fusiller des adversaires politiques (exécution du bolchevik Palovski qui combattait courageusement dans les rangs makhnovistes ; à remarquer qu'il y avait des socialistes révolutionnaires de gauche, comme Popov, qui étaient admis comme combattants dans ces détachements).

C'est certainement dans le domaine militaire que le mouvement makhnoviste réalisa ses plus grands succès (à noter que les makhnovistes étaient en grande partie des paysans pauvres, comptaient aussi quelques éléments ouvriers, étaient animés par des anarchistes, mais ne constituaient pas des organisations anarchistes proprement dites). Au point de vue militaire ces troupes réalisèrent des miracles, compte tenu de leurs faibles effectifs et de leurs armements restreints. Ces succès sont dus en partie aux capacités stratégiques de Makhno lui-même ; elles eurent quelques trouvailles simples mais de grande efficacité (celle de former des détachements de mitrailleurs montés sur des chars légers, appelés « tatchanki », accomplissant des raids inattendus) : l'appui qu'ils recevaient de la population paysanne et le courage inouï qui les animaient étaient dus au régime relativement grand de liberté qu'ils instauraient sur leur passage (ainsi à Ekaterinoslav, pendant leur séjour de quelques semaines toute la presse révolutionnaire, y compris celle des bolcheviks, attaquant durement les anarchistes, put paraître librement) ; l'électivité du commandement fut pratiquée dans leurs rangs, de façon primitive et désordonnée, mais constante ; de même l'esprit « meeting » discutant les opérations après coup n'empêchait pas de les exécuter avec une rapidité surprenante.

## Essai de Synthèse

### DIFFICULTES PRATIQUES

Il semble que la réponse à toutes les questions tactiques soit funeste. Dans aucune des organisations ouvrières, syndicats ou partis, on ne pose le problème de l'Etat ouvrier. Même les revendications professionnelles pâlisent quand il s'agit de traiter le grand slogan des temps modernes : démocratie capitaliste ou fascisme. Le sort de la république semi-fasciste de la Tchécoslovaquie peut émouvoir l'ouvrier français et lui fait approuver les agissements des impérialismes. La haine des Allemands qu'on apprend à l'ouvrier tchèque l'aveugle au point de lui faire oublier sa conscience de classe, alors qu'on laisse l'ouvrier slovaque, comme par le passé, dans la plus profonde des ignorances. Les jeux de cirque qu'offre Hitler au prolétaire allemand paralysent la lutte des classes. Les acclamations de la force de l'armée rouge enlèvent aux masses russes le courage de protester contre une dictature bureaucra-

que. On peut prolonger ce tour du monde à volonté ; partout les organisations ouvrières oublient la Révolution pour voler au secours des impérialismes.

Pas de consolation non plus dans le fonctionnement intérieur du mouvement ouvrier. Les syndicats sont dans les mains de bonzes qui freinent et dont l'influence est considérable. Les partis ont une discipline dictatoriale qui exclut toute discussion démocratique, quand ils s'appellent communistes, ou sont rongés par la vérole démagogique et opportuniste quand ils s'appellent sociaux-démocrates ou anarchistes.

Nous croyons tout de même que la Révolution sociale et la société socialiste sont une nécessité pour le prolétariat. Malgré tout, il se confirme que la solution du problème de la guerre, de la misère, des crises et de l'exploitation ne peut être donnée que par une société où les masses défendent elles-mêmes leurs intérêts d'après les principes déjà bien vieux du socialisme, à savoir collectivisme, internationalisme, progrès humain et non seulement technique, participation de tous aux richesses existantes. Nous espérons que, malgré toutes les défaites qu'elles ont dû subir, les masses ne sont pas trop loin de comprendre et leurs possibilités et leurs intérêts.

Seulement il faut s'attaquer à l'élément qui enfantera l'Etat ouvrier et cet élément n'est pas l'étude de l'Etat ouvrier même, mais bien celle de la lutte des classes.

Cela ne veut pas dire que nous renonçons à la synthèse de la théorie et de la pratique visant l'Etat ouvrier. Cependant, cette synthèse ne peut être actuellement qu'en grande partie négative. Devant l'incapacité révolutionnaire du mouvement ouvrier il est vain de vouloir construire une synthèse positive qui aurait sur le papier certainement tous les avantages possibles, mais qui ne serait nullement en relations avec la réalité.

### DIFFICULTES DOCTRINALES

L'écueil sur lequel se brisent toutes les conceptions et toutes les tentatives socialistes en ce qui concerne l'Etat trouve son origine dans l'aspect double de l'action que doivent mener les organisations ouvrières au moment où le capitalisme et son Etat se trouvent brisés, dépossédés.

Le socialisme impliquant la suppression des classes, le nivellement total au sein d'une humanité productrice, il ne peut être question de conserver une division définitive de la société nouvelle pour des tâches déterminées.

C'est donc un mouvement unique, des organisations solidaires, unifiées qui doivent assumer à la fois la démocratie intérieure et la dictature sur l'ennemi, sur l'extérieur.

Les anarchistes, portés par leur idéologie et leur sentiment à développer uniquement l'aspect démocratique-libertaire et négligeant les nécessités de défense et d'organisation sombrent rapidement, soit dans la dictature de groupe, soit dans un idéalisme évadé de la réalité.

Les révolutionnaires du type marxiste accentuent le côté technique et organisationnel et finissent par déséquilibrer le mouvement au détriment de la démocratie.

Quant aux réformistes et démocrates la peur de la révolution leur fait vouer un culte à la démocratie formelle, qu'ils espèrent voir engendrer des réalisations socialistes et économiser la révolution, mais aboutissent

en fait à la collaboration la plus intime, avec l'ennemi, voire à son sauvetage.

Chacune de ces trois grandes tendances est hypnotisée par un aspect du problème et cherche à modeler sa politique sur lui, en négligeant les autres.

La délimitation de la classe qui prendra la direction de l'économie et qui prendra toutes les mesures de construction et de défense révolutionnaires, bénéficiant de la démocratie et participant, assurant la liquidation de l'Etat bourgeois et de ses soutiens, présente certaines difficultés.

La meilleure définition, tout en se gardant de la considérer d'une façon trop absolue, sans exceptions possible, nous semble être celle qui prend comme critère le rôle utile dans la production. Cette caractéristique fondamentale doit être évidemment corrigée par les situations de fait. Un ouvrier fasciste, appartenant à des organisations de combat patronales, un sous-officier de l'armée régulière se ralliant à la lutte insurrectionnelle situent des cas individuels, voire englobant des groupes qui échappent à la règle générale.

Il apparaît d'ailleurs que les abus d'interprétation découleraient plus des formes d'organisation générale que du point de départ et de la définition.

Il reste acquis et démontré d'une façon définitive que dans les organisations ouvrières il ne peut s'établir de privilèges pour l'une ou l'autre tendance et que le double caractère de producteur et de combattant doit suffire pour exiger les droits à la gestion et à la participation au gouvernement des choses.

### « L'ORGANISATION IDEALE »

Telle forme d'organisation peut apparaître comme possédant des attributs et des vertus qui en font l'organisation la plus parfaite ou la moins mauvaise. Mais vouloir imposer à la réalité, à des pays à structure économique différentes, pour des circonstances toutes spéciales, en face d'événements importants et imprévisibles, un même type d'organisation nous semble difficile sinon utopique.

Il ne faut pas oublier que la lente évolution de la lutte de classe finit par créer des organismes appropriés au pays qui sert de cadre général aux conflits.

On ne peut raisonnablement se fier qu'aux formes de groupement qui sont nées, se sont développées et se sont renforcées dans la lutte prérévolutionnaire. Seuls les embryons de société nouvelle surgis dans la société ancienne appartiennent comme une base solide pour l'édification révolutionnaire. Encore ne faut-il pas perdre de vue que les organisations grandies au sein de la société bourgeoise ne sont pas exemptes de tares propres au système capitaliste, ni de déformations bureaucratiques ou oligarchiques classiques.

La conception syndicaliste la plus nette et la plus pratique trouve son principal adversaire dans l'aspect des syndicats eux-mêmes. La théorie syndicaliste révolutionnaire s'oppose dans la plupart des cas aux actes importants des centrales syndicales et ne peut s'appuyer que dans la régénération perpétuelle imposée par la lutte à la base.

Et la formule « le parti a toujours raison » doit paraître ironiquement amère aux vieux bolcheviks.

La démocratie, stimulant et régénérateur, de la pratique socialiste trouve des obstacles sérieux dans les situations qu'imposent les évé-

ments. Les questions militaires, la famine, l'isolement économique, les interventions étrangères, le degré de développement industriel, le socialisme paradisiaque de la vie dure et implacable. En ces moments le morale révolutionnaire devient aussi importante que la structure des organisations et que les statuts, elle est son complément indispensable, sans lequel il ne reste plus que des textes et des thèses inutiles.

Le fonctionnement démocratique des organisations, fécond mais lent, ne peut toujours arriver à répondre aux besoins immédiats de situations extraordinaires et la nécessité d'organes de direction aux reflexes instantanés s'impose. De là le danger de dictature de groupe ou de fraction contrebalançant les bienfaits des décisions rapides. Danger qui semble pouvoir être réduit par le fonctionnement ininterrompu des organisations s'opposant à la mise en sommeil qui accompagne habituellement la centralisation temporaire.

La question d'éducation et de tradition démocratiques chez les travailleurs constitue en fait le seul contrepoids. Et c'est cette même habitude qui peut empêcher la prépondérance des techniciens militaires, industriels ou autres dont la participation sera indispensable.

Un autre correctif doit être recherché, et ce n'est là qu'un aspect particulier de la démocratie ouvrière, dans la participation de tous aux problèmes et aux activités les plus divers, freinant ainsi la spécialisation génératrice de cliques et de clans qui profitent de leur utilité pour s'assurer l'hégémonie et faire dévier le mouvement de ses tendances primitives.

C'est le côté dangereux de la conception du parti qui veut voir dans une réunion d'hommes venus de couches sociales différentes, du moins en ce qui concerne la direction, c'est-à-dire le cerveau même du parti, son organe essentiel, le noyau éclairé, parfait qui prendra toutes les mesures, utilisera tous les moyens, profitera de toutes les circonstances pour faire avancer un peuple dans la voie du socialisme. En substituant le parti-élite à la classe ouvrière elle-même, en opposant souvent même ce parti aux travailleurs incompréhensifs ou trop ignorants suivant leur conception, en ne voyant plus dans le socialisme qu'une question de calcul et de tactique, les défenseurs de l'idée de parti-dictateur, de parti-guide aboutissent à rejeter pratiquement le prolétariat de la participation directe à la lutte pour le socialisme et à son organisation, mais aussi conduisent à l'alliance avec ceux qui, par leur rôle de direction, d'organisation et de gestion de l'économie, bénéficient de privilèges qu'ils échangent contre leur participation. Cette alliance de fait entraîne la cristallisation d'une classe dominante nouvelle, prenant la succession du capitalisme sans libérer le prolétariat, renforçant et reconstruisant un Etat puissant, autoritaire dont elle forme les cadres, dont elle possède tous les rouages.

Le parti devient classe en reconstituant l'Etat et en en faisant l'organisme essentiel de la société nouvelle, en accentuant la division entre le travail productif et le travail intellectuel et de défense.

### « TECHNIQUE OUVRIERE »

En résumé, l'Etat, dans son aspect dictatorial, ne peut qu'être brisé et remplacé par une série d'organes provisoires — leur durée ne pouvant être calculée, mais leur caractère étant imprégné de cette conception — composés de travailleurs révolutionnaires s'adjoignant des conseillers techniques puis dans l'ancien appareil, soumis au contrôle permanent

des organisations démocratiques. Le maximum de participation directe des ouvriers révolutionnaires à ces besognes de défense, la lutte contre la formation de spécialistes non contrôlables, l'égalité des droits et des devoirs, le salaire unique, et le contrôle rigoureux et permanent seront les principes réglant les organes.

Pour arriver à cette substitution d'organes révolutionnaires aux rouages d'Etat, il faut s'appuyer sur des organisations démocratiques à l'exclusion des partis dont le rôle doit être limité au travail d'éducation et d'agitation, leur enlevant leur caractère d'équipes en lutte pour le pouvoir en collaboration avec des couches de travailleurs privilégiés.

Ces organisations démocratiques ne peuvent qu'être celles nées en régime capitaliste, englobant tous les travailleurs sans distinction sur le terrain économique, dans le domaine de la production et sur le plan local.

Avec tous les défauts qu'ils présentent — bureaucratisation ou impréparation — il nous paraît que les syndicats et les conseils d'usines, suivant la tradition existant dans le pays, son évolution et la nature du régime écroulé, sont les types d'organisation se rapprochant le plus des formes idéales.

La recherche d'une technique nouvelle s'inspirant des moyens et des traditions prolétariens, s'abstenant de copier systématiquement l'exemple bourgeois peut apporter des facteurs de victoire.

Dans la lutte insurrectionnelle, dans la guerre civile ensuite, les paysans ukrainiens, les mineurs asturiens ont prouvé que l'apport révolutionnaire peut apporter des initiatives renouvelant les méthodes traditionnelles de la guerre. En évitant de retomber dans la croyance en une spontanéité souveraine, il est possible, dès maintenant de rechercher des moyens de lutte capables de s'opposer à la technique militaire bourgeoise et pouvant être rapidement utilisés par les insurgés. Dans le chaos habituel qu'entraîne les périodes de guerre civile, quelques méthodes de lutte imprévues peuvent influencer les événements d'une façon décisive.

## Le Mouvement Social

Les grands démocrates de la S.F.I.O. ont dissous la Fédération de la Seine, accusée d'indiscipline. Dissolution accomplie dans le même esprit que celui qui présida à celles de l'Entente des J. S. de la Seine, et de la F. N. des Etudiants socialistes. Nous ne nous attarderons pas aux questions de statut, examinons plutôt dans quelle mesure cette exclusion camouflée des éléments révolutionnaires de la social-démocratie peut entraîner la constitution d'un nouveau parti ouvrier.

Ne nous faisons pas d'illusions. Marceau Pivert, s'il n'est pas débordé par des éléments plus décidés, épuisera tous les moyens pour rester accroché au parti. Il est peu probable que quoi que ce soit de définitif se produise avant le congrès national de Royan qui se tiendra à la Pentecôte.

La G. R. est pour le moment un assemblage d'éléments disparates, depuis des trotskysants jusqu'aux pacifistes intégraux en passant par tous les genres de discoureurs révolutionnaires.

Ses positions sur des problèmes essentiels comme la participation gouvernementale en régime capitaliste, comme la question de l'Espagne « républicaine » ou la défense de l'U.R.S.S. n'ont jamais été nettes, ni fixes. La lecture de « Juin 36 » est édifiante à ce point de vue.

Au cas où le noyau exclu ne trouve pas de solution lui permettant de loger dans la S.F.I.O., un certain nombre de petites fractions oppositionnelles viendra le grossir. Beaucoup de thèses en perspective, beaucoup de fractions, beaucoup d'intellectuels ou de demi-intellectuels, peu d'ouvriers et peu d'actions révolutionnaires.

Un long séjour dans la social-démocratie, une formation social-démocrate des années de luttes manœuvrières mar-

quent les militants.

L'influence anarchiste qui se manifesta il y a deux ans eut pu être salutaire. L'évolution du mouvement libertaire vers une sorte de radical-socialisme turbulent a mis fin à cet espoir.

La constitution d'une organisation révolutionnaire nouvelle nécessite une foi révolutionnaire, un départ sur des bases simples et claires, une intransigeance ouvrière imposant des solutions pratiques au travers des luttes sociales.

Le pivertisme nous apporte jusqu'à présent des chefs usés et sceptiques, une confusion réelle intitulée souplesse tactique.

Il serait miraculeux d'en voir surgir un renouveau du mouvement ouvrier.

R.

## A LIRE

- Dans la **Révolution Proletarienne**, le compte rendu de Chambelland du Congrès de l'U. D. des Syndicats parisiens.
- Dans le **Libertaire**, le témoignage d'un antifasciste italien sur la justice soviétique.
- Dans le **Réveil Syndicaliste**, une solide documentation sur les grèves de la métallurgie.

## SPAIN AND THE WORLD

*Bi-mensuel en anglais  
consacré à la Révolution espagnole  
et à la lutte contre le fascisme international*



ABONNEMENT :

Pour un an : 25 francs. — Six mois : 13 francs

Le numéro : 1 franc

REDACTION ET ADMINISTRATION

21 FRITH STREET  
LONDON, W.1. Angleterre

CAMILLO BERNERI

# GUERRE DE CLASSE EN ESPAGNE

□ □ □

CAHIERS DE TERRE LIBRE

« LA LABORIEUSE », 10, rue Emile-Jamais - NIMES (Gard)

Prix : 2 Francs

□ □ □

FEDERATION DES ETUDIANTS

REVOLUTIONNAIRES

**Essais**

et

**Combats**

REVUE MENSUELLE

11, rue Jean-de-Beauvais

PARIS (V<sup>e</sup>)

D'actualité :

ALFRED ROSMER

**Le mouvement ouvrier  
pendant la guerre**

De l'Union Sacrée  
à Zimmerwald

Un Volume de 592 pages  
45 francs

En vente à « REVISION »



Le Gérant : L. FEUILLADE  
IMPRESSIONS MODERNES, 37, boulev. de Strasbourg, Paris.